



**Avec la Ligue des
droits de l'Homme**

- **Pour les
libertés**
- **Pour la
démocratie**

**Soutenons
la Résistance
birmane
contre le
coup d'Etat
militaire**



Birmanie : Après le coup d'état du 1^{er} février 2021

Le 1^{er} février, les militaires ont repris le pouvoir en Birmanie. En réalité ils ne l'avaient pas quitté, la parenthèse 2011-2020 qui a connu des élections, d'abord bidon puis crédibles, n'étant qu'une période de faux nez : derrière la démocratie de façade, le vrai pouvoir confisqué aux birmans en 1962 est resté en permanence dans les mains de l'armée.

Birmanie



Le masque est donc tombé. Au-delà de la démocratie ce sont évidemment toutes les libertés qui sont menacées, à commencer par celle de manifester.

Cependant, depuis début février la population résiste ; de nombreuses, massives et diverses manifestations ont lieu sur tout le territoire national. Avec beaucoup de courage ...

et pas mal d'humour..



La junte a annoncé qu'elle formera une « démocratie véritable et disciplinée », ce qui a tout pour rassurer !

A mi-février environ 400 personnes ont été arrêtées, depuis la tête de l'état (dont la n°1, Daw Aung San Su Kyi) jusqu'à de simples manifestants, une personne est morte, tuée d'une balle dans la tête, il est difficile d'estimer le nombre de blessés. Les pratiques passées de l'armée à l'encontre de ses concitoyens font craindre le pire.

**La Birmanie
est debout
contre les
putschistes !**



En dépit des menaces de la junte qui s'est emparée du pouvoir le 1^{er} février, des centaines de milliers de personnes ont défilé ces jours derniers dans de nombreuses villes du pays, bravant policiers et militaires. Ni les deux morts de Mandalay, tués par la police samedi 20 février, ni la promesse d'élections « libres et justes » dans un futur indéterminé, ni les mises en garde adressées aux jeunes manifestants risquant de « mourir » en rejoignant les grands rassemblements antirégime, rien n'y fait : trois semaines après le coup d'état militaire du 1^{er} février, la colère des Birmans ne faiblit pas. La Birmanie est debout, dressée comme un cobra furieux contre les « hommes en vert », couleur de l'uniforme des officiers de la Tatmadaw (les forces armées birmanes).

Des centaines de milliers de personnes ont encore défilé en fin de semaine, bravant policiers et militaires en position dans les rues, se gaussant des menaces du nouveau pouvoir, défiant la junte, dédaigneuses des risques encourus.

Repères historiques récents :

- **1948** : fin de la période coloniale anglaise (1886 – 1947) : indépendance du pays

- **1962** : un coup d'état militaire mené par le général U Ne Win met fin à une période de démocratie durement confrontée à la volonté centrifuge de plusieurs régions

- la dictature militaire s'habille d'un parti nommé Burma Socialist Program Party (BSPP). En fait de programme, la coupe réglée du pays par les militaires le conduit à la ruine

- **1988** : d'importantes manifestations populaires dans les grandes villes pour réclamer la démocratie sont sauvagement réprimées ; on estime qu'environ 3.000 civils sont tués par les militaires qui emploient des armes de guerre dans les artères de Rangoun et ailleurs. L'armée change de masque et instaure le Conseil d'État pour le rétablissement de la loi et de l'ordre (SLORC)

- **1990** : élections législatives. Le nouveau parti de la Ligue Nationale pour la Démocratie (NLD) l'emporte largement. Le parlement élu ne sera jamais installé et la dirigeante de la NLD, Daw Aung San Suu Kyi, est assignée à résidence. Elle le sera jusqu'en 1995, puis de 2000-2002, et 2003 à 2010

- **2005** : Naypidaw, ville créée ex nihilo loin de tout lieu fréquenté, devient capitale à la place de Rangoun

- **2007** - « révolution de safran » : une large partie de la population des bonzes (ils sont quelques centaines de milliers dans le pays) sort des

monastères pour manifester dans la rue ; les revendications sont à la fois économiques et sociales. L'armée tire et il y a des morts (une dizaine ?)

- **2008** - Nargis : le 2 mai un violent cyclone balaie les plaines du delta de l'Irrawaddy où, sans obstacle naturel, la montée des eaux noie massivement. On estime le nombre de morts à plus de cent-trente mille personnes. En outre, la quasi totalité du bétail est tuée. Une catastrophe humaine et économique qui met, si besoin était, en évidence les graves carences de la gestion du pays par les militaires.

- **2011 – 2015** - retour apparent à la démocratie : en novembre 2010, l'armée cédant aux pressions internes et externes organise un semblant d'élections et met en place des chambres aux ordres. Mais en novembre 2015 des élections législatives crédibles sont, sans surprise, un succès massif pour la NLD qui obtient une large majorité dans les deux chambres, succès qui sera encore plus net aux élections de novembre 2020.

Cependant, la constitution imposée par l'armée accorde 25 % des sièges à celle-ci ... et une majorité de 75 % pour tout amendement, et aussi les ministères de la défense, de l'intérieur et des affaires frontalières. Le pouvoir civil est pieds et poings liés.



- **2017** - le drame des Rohingyas : après des années de persécutions de la part du régime et l'entretien de sentiments racistes (langue, religion, couleur de peau, ...) de la part de la majorité bama du pays,

le mouvement d'émigration massif entamé en 2010 prend des dimensions gigantesques en 2017, après que l'armée s'est livrée à de gravissimes exactions (tueries, viols, incendies, destructions, déplacements forcés, enfermements en camps de concentration) sur la population rohingya vivant essentiellement dans la province de l'Arakan.

Ce sont entre 700.000 et 1.000.000 de personnes qui doivent fuir vers le Bangladesh proche pour sauver leur vie. Le nombre de victimes est difficile à chiffrer ; il est au minimum de 10.000 tué(e)s. Le pouvoir civil, contraint, endosse cette catastrophe, un vrai crime contre l'humanité. Les conditions de vie des réfugié(e)s sont elles aussi dramatiques.



- le régime de sanctions mis en place par les pays occidentaux et le Japon au début des années 1990 a durement touché l'économie du pays. Il a été allégé par étapes dans les années 2010. Dans le même temps, le régime a été soutenu (de manière ambiguë) par la Chine. Il l'est encore ; c'est ainsi que les media officiels chinois ont qualifié le coup d'état du 1^{er} février d'« important remaniement ministériel ». On peut difficilement aller plus loin dans la maîtrise de la litote !



Quelques chiffres sur la « République du Myanmar » :

- population : environ 55 millions
- superficie : 680.000 km²
- PIB : environ 70 milliards €, soit à peu près 1300 € par an, par personne



Les prises de position de la fidh

Fédération internationale des Ligues des droits de l'Homme

Bangkok - Paris - La FIDH et son organisation membre ALTSEAN Birmanie condamnent avec la plus grande fermeté le coup d'État de l'armée birmane ainsi que la détention des dirigeants civils du pays.

"Nous condamnons le coup d'État évident du Tatmadaw et son mépris total de l'État de droit. Nous demandons instamment au Tatmadaw de se retirer, de respecter les résultats des élections générales de 2020, d'autoriser immédiatement le Parlement élu à se réunir et de respecter les droits humains"

Adilur Rahman Khan, FIDH Secretary-General

Le président Win Myint, la conseillère d'État Aung San Suu Kyi et d'autres dirigeants de la Ligue nationale pour la démocratie (LND) au pouvoir ont été arrêtés au cours de raids qui se sont déroulés à Naypyidaw. Des militants ont été arrêtés à Yangon. Peu de temps après, le Tatmadaw a annoncé que le pouvoir avait été remis au vice-président et général à la retraite, Myint Swe.

"Depuis plus d'une décennie, les appels de la FIDH et de ses organisations membres à démanteler le système d'impunité de l'armée birmane ont été ignorés au profit d'un engagement diplomatique et économique. Aujourd'hui, il est tout à fait clair qu'une réponse internationale globale ciblant les intérêts de l'armée, y compris ses avoirs économiques, doit être mise en place d'urgence pour contenir ces développements déplorables"

Debbie Stothard, ALTSEAN-Burma Coordinator

Le Parlement élu lors des élections générales du 8 novembre 2020 devait se réunir le 1er février à Naypyidaw pour entamer le processus de désignation des dirigeants du pays pour les cinq prochaines années. La LND a remporté l'élection avec une écrasante majorité - un résultat que le Tatmadaw et son mandataire, l'Union Solidarity and Development Party (USDP), ont fait passer pour le résultat de fraudes et d'irrégularités généralisées



Ligue des droits de l'Homme



**Faites
connaître à
l'ambassade
de Birmanie
votre
condamnation
du coup d'Etat
militaire**

U Kyaw Zeya ,

**Ambassadeur en France
de la République
de l'Union du Myanmar**

**60, Rue de Courcelles
75008 Paris**

**Téléphone
01 56 88 15 90**

Mail

**paris-embassy@
mofa.gov.mm**

**[myanmarembassyparis
@gmail.com](mailto:myanmarembassyparis@gmail.com)**



Le courrier de la LdH de Lille à l'ambassade



Lille, le 18 février 2021

Excellence,

Le coup d'état perpétré le 1^{er} février 2021 par les forces armées birmanes est un rejet brutal du processus démocratique en cours depuis 2011 dans votre pays.

Il est évidemment une négation des choix politiques du peuple birman exprimés lors des élections générales du 8 novembre 2020.

Il abolit la plupart des libertés, renvoyant vos concitoyens au statut de sujets, sous la contrainte d'une armée toute puissante, et menaçant votre république de la dictature.

Il porte en lui le risque de crimes sanglants contre le peuple birman, semblables à ceux de 1988, en 2007 et en 2017.

C'est pourquoi, rejoignant ainsi l'ONU et tous les citoyens du monde soucieux des principes humanistes, et surtout l'immense majorité du peuple birman, nous dénonçons ce coup de force contre votre république et demandons

- **le rétablissement de la légalité**
- **la libération immédiate des prisonniers politiques, les élu(e)s et les autres**
- **le rétablissement de toutes les libertés préexistantes au coup d'état : réunion, presse, manifestation, communication, etc.**
- **la remise en route des processus démocratiques, à commencer par la réunion des chambres élues en novembre 2020**
- **le renvoi des militaires dans les casernes et la sanction des coupables d'exactions commises contre la population depuis le 1^{er} février**
- **la mise en œuvre d'une révision constitutionnelle qui placera l'armée birmane sous le contrôle du peuple birman, et non l'inverse.**

Nous vous prions d'agréer ...

18 février 2021.

Pour la section de Lille, la présidente